

Jack Matlock : la crise des missiles de Cuba et la guerre de l'OTAN en Ukraine

Jack F. Matlock, Jr, a été ambassadeur des États-Unis en URSS de 1987 à 1991 et a joué un rôle clé dans les négociations visant à mettre fin à la guerre froide. L'ambassadeur Matlock a également servi à l'ambassade américaine à Moscou pendant la crise des missiles de Cuba. L'ambassadeur Matlock évoque les leçons du passé pour mettre fin à la guerre en Ukraine et éviter une guerre nucléaire avec la Russie. Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à tous. Nous avons aujourd'hui le grand privilège d'accueillir l'ambassadeur Jack Matlock, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union soviétique, qui, aux côtés du président Reagan, a négocié la fin de la guerre froide. Merci beaucoup d'être avec nous dans cette émission, et merci aussi pour votre contribution à l'histoire du monde.

#Jack Matlock

Ravi d'être avec vous.

#Glenn

Vous étiez donc en poste à l'ambassade des États-Unis à Moscou, jeune diplomate, pendant la crise des missiles de Cuba en mille neuf cent soixante-deux. J'aimerais vous demander comment la diplomatie a réussi à éviter la catastrophe, et si possible, faire le lien avec les leçons qu'on peut en tirer pour la situation actuelle avec la Russie, alors que l'OTAN semble se diriger vers une confrontation directe. Pour commencer, qu'est-ce que vous reprenez le plus clairement de ces jours-là, pendant la crise des missiles de Cuba ?

#Jack Matlock

Eh bien, à l'époque... non, nous ne comprenions pas vraiment tous les dangers qui se présentaient. En réalité, nous avons été tout près d'un échange d'armes nucléaires, ce qui aurait pu dégénérer en un conflit catastrophique. La situation, c'était que, après la tentative des États-Unis d'envahir Cuba

en utilisant des exilés cubains — tentative qui a échoué — le dirigeant cubain, Fidel Castro, a demandé à l'Union soviétique de déployer des missiles nucléaires de portée intermédiaire à Cuba. Ce qu'ils ont fait en secret, même si nos services de renseignement ont commencé à s'en rendre compte. Et à partir de là, une confrontation diplomatique a commencé, à l'ONU et à travers des échanges de messages entre les deux camps.

La situation, c'était que, quand on a découvert qu'il y avait des missiles de portée intermédiaire à Cuba, capables d'atteindre Miami et même bien plus loin aux États-Unis, c'était jugé totalement inacceptable. Les militaires ont alors conseillé à Kennedy d'attaquer ces bases. Heureusement, il a refusé. On a appris plus tard que, si on l'avait fait, le commandant sur place — je crois que c'était un colonel — aurait pu lancer ces missiles s'il avait été attaqué. Donc, on peut dire que c'est une chance pour nous tous que Kennedy ait rejeté ce conseil. Ensuite, il y a eu un échange de messages avec Khrouchtchev. À l'époque, on n'avait pas encore ce qu'on a eu plus tard, la fameuse ligne directe, qui permettait de communiquer rapidement.

Alors, ces lettres... l'une d'elles, une des plus importantes, nous a été remise tout de suite, à l'ambassade américaine à Moscou, vers dix heures du soir. Il a fallu la traduire et la transmettre à Washington par télégraphe. J'étais l'un des traducteurs principaux qui travaillaient sur ce message. À cette époque, bien sûr, on ne pouvait pas transmettre du russe : notre système ne prenait pas en charge le cyrillique. Donc, de toute façon, il fallait la traduire avant que Kennedy puisse la lire. Mais on a réussi à lui faire parvenir un résumé très rapidement, et le texte complet en moins de deux heures. C'était vraiment serré. Et finalement, la décision a été que les Soviétiques retireraient ces missiles de Cuba et annonceraient qu'ils allaient le faire.

En même temps, ils ont fait remarquer qu'on avait des missiles nucléaires stationnés en Turquie, capables de frapper l'Union soviétique. Et Kennedy a accepté de les retirer, mais sans l'annoncer publiquement. Donc, en réalité, il fallait donner l'impression que Khrouchtchev avait cédé sous notre pression. J'imagine que, pour Kennedy, c'était politiquement important. En fait, on avait conclu un accord pour que les deux camps retirent leurs armes. Ce qu'on a appris plus tard, c'est qu'il y avait un vrai risque que la situation devienne nucléaire. À un moment, des destroyers américains avaient repéré un sous-marin soviétique équipé de torpilles nucléaires. Ils le forçaient à remonter à la surface, parce qu'il manquait d'air, et ils le suivaient de près. On a découvert ensuite que le commandant de ce sous-marin avait envisagé de donner l'ordre de torpiller le destroyer.

Heureusement, le commandant de l'escadron se trouvait sur le même sous-marin et a annulé l'ordre. Dieu sait ce qui se serait passé si cet ordre avait été exécuté. En y repensant, et plus tard, quand la guerre froide a pris fin, nous avons eu des réunions avec les personnes concernées — plusieurs, des deux côtés — pour discuter de tout cela. À l'époque, il était clair que, du côté américain, nous ne savions pas à quel point nous étions passés près de la catastrophe. Et avec le recul, quand on entend aujourd'hui parler de droit international et de tout ce qui s'y rattache, il faut bien reconnaître

que, dans les faits, Cuba avait parfaitement le droit, au regard du droit international, de demander une protection. Ils avaient été attaqués. Donc, nos menaces n'étaient pas justifiées sur le plan du droit international, mais elles l'étaient certainement dans l'optique d'éviter un conflit.

Alors, avec le recul, je dirais que c'était vraiment un moment très critique. Mais ça nous a appris, à tous les deux, qu'il fallait absolument s'attaquer à ce problème. Et bien sûr, c'est ce qu'on a fait pendant les vingt années qui ont suivi, en commençant enfin à réduire le nombre d'armes nucléaires et à mettre en place des règles pour rendre ce genre d'affrontement moins probable. Malheureusement, depuis la fin de la guerre froide, la plupart de ces avancées ont été annulées. On se retrouve à nouveau dans une situation sans les négociations sur le contrôle des armements qu'on avait à l'époque. Petit à petit, tout cela a été abandonné, et je pense que c'est très dangereux pour le monde d'aujourd'hui. Parce que nous sommes maintenant engagés dans au moins deux conflits où les armes nucléaires pourraient, à terme, être utilisées. L'un d'eux, c'est la guerre en Ukraine, et l'autre...

#Jack Matlock

Au Moyen-Orient, face à l'Iran. Alors, l'Iran n'a pas d'armes nucléaires, mais Israël, lui, en a. Et j'ai l'impression qu'aujourd'hui, on oublie l'Iran. Surtout en Europe, on oublie les leçons qu'on a tirées pendant la guerre froide. L'un des accords les plus importants que nous avons négociés plus tard, sous l'administration Reagan, c'était le déploiement de missiles à portée intermédiaire en Europe, pour défendre l'Europe contre, à l'époque, l'Union soviétique. Et l'idée, c'était qu'ensuite, grâce à un accord, les deux camps ont supprimé ces missiles à portée intermédiaire.

Je dirais que, à l'époque, quand on faisait des exercices militaires classifiés, il était évident que si des armes nucléaires étaient un jour utilisées en Europe, elles le seraient contre les mêmes pays qu'on était censés défendre. C'était une situation absurde. Mais plus tard, nous nous sommes retirés de ces accords. Ils n'existent plus aujourd'hui. Et il semble que la participation des Européens de l'Ouest et des États-Unis à la guerre en Ukraine fasse maintenant remonter ce danger, à mon avis, à un niveau très élevé.

#Glenn

Pourquoi, selon vous, les règles ont-elles disparu ? Parce que, quand je regarde les diplomates d'aujourd'hui, j'ai l'impression qu'ils considèrent le compromis comme une forme de faiblesse. On parle souvent d'apaisement. Ils ne reconnaissent plus aucune ligne rouge. Et ils ne semblent plus avoir peur des armes nucléaires. Là encore, c'est perçu comme un signe de faiblesse. Comment expliquez-vous ce qui est arrivé à la diplomatie, et aux diplomates en général ? Pourquoi ne faisons-nous plus les choses de base, comme prendre en compte les préoccupations de sécurité de nos adversaires ? C'est quelque chose qui me frappe souvent. On ne parle pas de ce qui inquiète la Russie. On ne parle

pas de l'Iran. On ne parle pas de la Chine. Tout cela est presque vu comme une trahison — comme s'il ne fallait surtout pas avoir d'empathie pour l'adversaire, ni tenir compte de ses préoccupations en matière de sécurité.

#Jack Matlock

Mais j'ai du mal à comprendre pourquoi ils adoptent cette position. Parce que si des armes nucléaires sont utilisées, ils deviennent extrêmement vulnérables. Et le problème, c'est qu'en facilitant les attaques ukrainiennes contre la Russie ou contre des territoires contrôlés par la Russie, ils encouragent à l'intérieur du pays une campagne très forte en faveur de l'usage de l'arme nucléaire. N'importe qui lit la presse peut voir que ces courants existent. Je pense qu'ils ont été contenus par Poutine, malgré sa réputation en Occident. Et bien sûr, je n'approuve pas l'invasion de l'Ukraine. Mais à ses yeux, elle a été provoquée. Provoquée par l'ingérence militaire des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN dans ce conflit.

Il me semble que les Européens ignorent le danger qui les concerne eux-mêmes. Et pendant ce temps, en prolongeant cette guerre, l'Ukraine souffre énormément. L'idée qu'ils défendent la démocratie est absurde. Le gouvernement ukrainien actuel est le résultat d'un coup d'État. Et en plus, le président actuel n'a pas été élu. Les élections ont été manquées il y a au moins deux ans. Si l'on en croit les sondages, il ne pourrait pas être élu aujourd'hui. Je pense que la plupart des Ukrainiens veulent la fin de la guerre. Et pourtant, ils sont encouragés par les grands pays d'Europe de l'Ouest — le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France — à poursuivre ce conflit. Ce n'est pas dans leur intérêt de le faire.

Et à part l'Ukraine, la Russie ne les menace pas. Mais quand ils commencent à fournir du renseignement, à donner des informations de ciblage, à livrer les armes mêmes qui permettent à l'Ukraine d'attaquer la Russie, eh bien, aux yeux des Russes, ils deviennent eux-mêmes des cibles potentielles, notamment les routes de transport de tout ça. Et je pense qu'ils ignorent complètement cette réalité. Pendant ce temps, bien sûr, les combats continuent au Proche-Orient. Et cela affecte non seulement l'approvisionnement en pétrole, mais aussi des choses comme les engrais, entre autres. Et je crois que cela risque, très bientôt, de nous plonger tous dans une récession majeure.

#Jack Matlock

En tant qu'Américain, je dois dire que la plupart de ce matériel militaire, et tout le reste, nous l'achetons à crédit. Nous empruntons l'argent pour le payer. Nous avons le plus grand déficit financier.

#Jack Matlock

Dans l'histoire, je pense. Et franchement, je crois que ça ne peut pas continuer encore très longtemps. J'ai vraiment du mal à comprendre pourquoi ces gouvernements ne trouvent pas un moyen de mettre fin à cette guerre. Dans le cas de l'Ukraine, les frontières que l'Ukraine défend

aujourd'hui ont été créées par Hitler et Staline. Elles ont été tracées dans le but de contrôler cette région. Mais les zones d'Ukraine qui, historiquement, ne faisaient pas partie de l'Ukraine, ni de l'Empire russe, mais de l'Empire austro-hongrois, sont aujourd'hui pratiquement contrôlées par des néonazis. Et à mesure que cela devient plus évident, il est clair que, compte tenu de ce qui s'est passé à l'intérieur du pays, au moment où les garanties initiales concernant la langue russe et les autres nationalités avaient été données...

Tout cela a été fait alors que les problèmes internes en Ukraine étaient déjà très graves. Et sacrifier des vies, des biens, tout ça, à cause de frontières dessinées par les deux plus grands dictateurs du vingtième siècle, c'est complètement absurde. Je pense que la plupart des gens ne comprennent tout simplement pas comment ces frontières ont été établies, ni ce qui s'est passé à l'intérieur de l'Ukraine pour en arriver à cette guerre. Et j'aimerais aussi ajouter que, malheureusement, les États-Unis ont créé un précédent en attaquant des pays qui ne les avaient pas attaqués. C'était clairement le cas avec l'invasion de l'Irak, une attaque totale qui a conduit à son occupation, et à l'époque, non seulement la Russie, mais aussi l'Allemagne et la France s'y étaient opposées.

Ils ont eu raison de le faire. Mais il y a un autre problème : l'élargissement de l'OTAN. Une fois que l'OTAN a commencé à s'étendre après la fin de la guerre froide, ce qui était à l'origine une alliance défensive est devenue une alliance offensive. Et évidemment, les pays qui n'en faisaient pas partie, comme la Russie, s'y sont opposés. Aujourd'hui, j'ai l'impression que beaucoup de gens ont complètement mal compris cette histoire. On se retrouve dans une situation très dangereuse. Et maintenant, quand on parle de conflits comme celui en Ukraine, ou même maintenant avec l'Iran, on a tendance à oublier comment tout cela a commencé, et surtout qu'aucune de ces crises ne sera résolue par la force militaire. Et à mon sens, tout cela entraîne le monde entier sur une trajectoire catastrophique.

#Glenn

Ce que je trouve, disons, assez extraordinaire, c'est que si on remonte aux années quatre-vingt-dix, il y avait, je m'en souviens bien, un débat très vif, surtout aux États-Unis, sur l'élargissement de l'OTAN. Il me semble qu'à l'époque, beaucoup de diplomates de premier plan, comme vous, s'y opposaient, en soulignant que cela risquait de nous placer, en quelque sorte... eh bien, dans une nouvelle crise des missiles de Cuba, comme on le voit aujourd'hui avec l'Ukraine. Mais peu à peu, cette opposition a semblé disparaître. Pas tout de suite, bien sûr. En deux mille huit, quand l'OTAN a promis une future adhésion à l'Ukraine, il y a eu à nouveau une forte résistance. L'ancien directeur de la CIA avait prévenu que cela risquait de déclencher une guerre. Angela Merkel, elle aussi, avait dit que Moscou verrait cela comme une déclaration de guerre. Alors pourquoi est-ce devenu si controversé de reconnaître que l'élargissement de l'OTAN — c'est-à-dire l'expansion d'une alliance militaire anti-russe — risquait de provoquer un conflit ? Parce qu'aujourd'hui, on a l'impression que même le discours public évite complètement cette question.

#Jack Matlock

Eh bien, malheureusement, je pense que les gouvernements américains, disons depuis les années quatre-vingt-dix, ont adopté une politique étrangère qui, à mon sens, ressemblait idéologiquement à ce qu'on appelait la doctrine Brejnev en Union soviétique. Cette doctrine disait, en gros, que si un pays devenait socialiste — et je mets "socialiste" entre guillemets, parce qu'il s'agissait de pays dirigés par le Parti communiste — alors, une fois devenu socialiste, il fallait défendre le socialisme s'il était remis en cause. Cela voulait dire, par exemple, que l'Union soviétique est intervenue d'abord en Hongrie, puis en Tchécoslovaquie, soi-disant pour préserver le socialisme. Nous, de notre côté, nous parlions de répandre la démocratie.

Eh bien, d'abord, on n'a pas vraiment défini la démocratie de façon précise. Mais l'idée qu'une puissance extérieure, surtout en utilisant des sanctions économiques ou la force militaire, puisse créer une démocratie dans un autre pays, c'est tout simplement absurde. Ça ne peut pas marcher. En réalité, quand ça vient de l'extérieur, la politique intérieure finit presque toujours par résister, tôt ou tard. Donc, pour moi, c'était une doctrine fausse. On parlait d'un ordre mondial libéral, mais il allait de pair avec une doctrine militaire qui disait qu'on devait tout dominer. La « domination à spectre complet » faisait partie de cette doctrine militaire, proclamée pendant la deuxième administration Bush.

Tu penses que d'autres pays vont suivre cet exemple ? J'ai l'impression qu'on oublie complètement les leçons de base, à la fois morales et philosophiques, que l'histoire, et aussi la religion, auraient dû nous enseigner. La plupart des religions et des traditions philosophiques ont une version de ce principe : « fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fassent ». Et pourtant, c'est justement ce principe qui est en train d'être oublié, presque par tous les camps dans ces conflits. J'ajouterais aussi que l'idée même de diplomatie semble avoir disparu. Plus personne ne l'applique vraiment. On ne voit plus que la force, la propagande, et des arguments souvent fondés uniquement sur l'émotion.

On utilise des mots qui peuvent vouloir dire à peu près n'importe quoi, et souvent, c'est un langage... un langage qui, à mon avis, ne favorise pas la réflexion rationnelle, mais provoque plutôt des réactions purement émotionnelles. Je pense que tout ça est vraiment dangereux. Et quand on regarde les autres problèmes auxquels on fait face sur la planète — la destruction de l'environnement, les dérèglements climatiques, leurs conséquences — et qu'on y ajoute le potentiel de l'intelligence artificielle, capable de produire de plus en plus de machines à tuer, de moyens de destruction... eh bien, je ne vois pas comment l'humanité pourrait s'en sortir si tout ça continue. C'est vraiment aussi grave que ça.

#Glenn

Alors, quelle est... quelle est la stratégie de l'OTAN aujourd'hui ? Parce qu'on pourrait penser, vu qu'on se trouve face à un risque de guerre nucléaire, qu'ils voudraient mettre fin à tout ça. Mais, comme vous l'avez dit tout à l'heure, on a plutôt l'impression qu'ils cherchent à prolonger la guerre. Est-ce que l'objectif, c'est simplement de vaincre la Russie ? Ou bien d'utiliser les Ukrainiens comme

chair à canon pour affaiblir la Russie ? Quelle est, au fond, la stratégie de l'OTAN aujourd'hui ? C'est un peu difficile à comprendre, parce qu'ils parlent de vaincre la Russie... mais comment peut-on vaincre la plus grande puissance nucléaire du monde, quand cette puissance se voit elle-même comme menacée dans son existence ?

#Jack Matlock

C'est très difficile de prévoir ce genre de choses. Et je sais que beaucoup de gens pensent que, bon, Vladimir Poutine est en train de perdre le pouvoir et qu'il pourrait être écarté. Qui sait ? Peut-être, oui. Mais ça fait dix ans qu'on entend cette prédiction. Et j'ai l'impression que, sous bien des aspects, il a maintenu en Russie des forces encore plus dangereuses. Il subit la pression de certains courants qui veulent qu'il utilise l'arme nucléaire, et qu'il s'en serve contre les Européens de l'Ouest qui les approvisionnent et, en quelque sorte, les provoquent. Je veux dire, si jamais ils frappaient, par exemple, une installation allemande ou peut-être polonaise, est-ce que vous pensez vraiment que les États-Unis, la France ou l'Allemagne prendraient le risque d'utiliser à leur tour l'arme nucléaire ?

Je veux dire, je ne pense pas que les gens réalisent vraiment ça, quand on entend, par exemple, certains dirigeants de l'Union européenne, qui ne sont même pas élus et qui représentent souvent les plus petits pays d'Europe, se comporter de manière aussi belliqueuse. Je voudrais aussi souligner que beaucoup de gens confondent encore la Russie et l'Union soviétique. L'Union soviétique, ce n'était pas la Russie. C'était un pays dirigé par les communistes, qui, en réalité, préservait les langues de ses minorités, et même les encourageait, tant qu'elles restaient dans la ligne du parti. Donc, ce n'était pas une question de la Russie cherchant à effacer ces nationalités. Mais aujourd'hui... c'est bien la Russie qui a conduit à la dissolution de l'Union soviétique. Et ça, ça ne s'est pas produit à cause de pressions occidentales, mais à cause d'un processus interne.

Et Boris Eltsine, qui était le dirigeant élu de la Fédération de Russie, a conduit à la dissolution de l'Union soviétique. Donc, l'idée que les Russes ont toujours été les méchants... enfin, Eltsine, lui, soutenait les pays baltes. Quand il y a eu de la violence là-bas, il a ordonné aux Russes de ne pas intervenir. Et maintenant, on entend dire que les Russes sont toujours les méchants, les impérialistes. Oui, c'est vrai, ils ont été impérialistes. Mais nous aussi, d'une certaine façon. Et donc, sur cette question, je dirais aussi que les sanctions sont complètement à sens unique. Qui a sanctionné les États-Unis quand nous avons envahi l'Irak et l'avons occupé, sans qu'il y ait la moindre menace contre les États-Unis ? Bien sûr, personne ne le pouvait.

Les États-Unis ont tiré de grands avantages du fait de maintenir, en quelque sorte, un système mondial de paiements, et tout ce qui va avec. Utiliser ce système pour en priver les Russes, alors même qu'on les avait encouragés à abandonner le communisme et à adopter une économie de marché... et qu'ils l'ont fait, au prix, je dirais, de lourds dégâts à bien des égards. Les années quatre-vingt-dix ont été une période terrible pour eux. Ce n'était pas démocratique, et pourtant, maintenant qu'ils ont intégré l'économie mondiale, et qu'après l'arrivée de Poutine à la présidence, ils ont remboursé toutes leurs dettes après avoir été en faillite, ils se retrouvent soumis à des sanctions

étouffantes... sauf qu'elles ne les étouffent pas. Franchement, je ne comprends pas. Tout ce que je peux dire, c'est que nous avons aujourd'hui une génération de dirigeants qui n'a pas connu la guerre froide et qui, visiblement, n'a pas retenu les leçons que nous aurions dû apprendre à cette époque.

#Glenn

Bon, laissez-moi vous poser une dernière question. Quand vous étiez à l'ambassade dans les années soixante, vous aviez trouvé une issue à la crise des missiles de Cuba. Plus tard, vous et Reagan avez négocié la fin de la guerre froide. Là encore, c'était une voie diplomatique. Alors, comment voyez-vous la crise actuelle en Ukraine ? Comment serait-il possible de mettre fin à cette guerre ?

#Jack Matlock

Eh bien, je pense que la seule solution, ce sera de redessiner ces frontières. Ce ne sont pas, disons, des frontières historiques ou traditionnelles de l'Ukraine. Tout ce territoire, jusqu'à la fin de la guerre froide, faisait partie d'autres pays, d'autres États souverains. Et au départ, je dirais que la Russie respectait non seulement l'intégrité territoriale, mais aussi les conditions qui allaient avec. Ces conditions, à mon avis, étaient assez claires : que l'Ukraine ne devienne pas membre d'une alliance militaire hostile. Donc, pour que cela tienne, l'Ukraine devait rester en dehors de l'OTAN, et l'OTAN devait éviter de chercher à l'y intégrer. Et je crois que c'était très clair pour nous tous.

Quand la question de l'élargissement de l'OTAN s'est posée à la fin des années quatre-vingt-dix, j'ai témoigné devant le Congrès — le Congrès des États-Unis — devant la commission des affaires étrangères du Sénat, présidée à l'époque par Joseph Biden. Et j'ai dit très clairement que c'était une énorme erreur de commencer à élargir l'OTAN, parce que si on poursuivait dans cette voie, cela risquait de nous mener à une crise très grave. En réalité, l'argument en faveur de l'élargissement de l'OTAN, c'était que, selon certains, il fallait être « hors zone ou hors jeu ». Autrement dit, il fallait en faire une alliance offensive. Et, dans les faits, c'est ce qu'elle est devenue. Même si la Russie avait accepté certaines des premières adhésions — celles de l'Europe centrale, puis des pays baltes —, je me souviens être à New York quand Vladimir Poutine, alors tout nouveau président de la Russie, est venu donner une conférence à l'université Columbia.

Je lui ai demandé directement, à ce moment-là, ce qu'il pensait de l'adhésion des trois pays baltes à l'OTAN. Il m'a répondu qu'il ne pensait pas que ce soit nécessaire, mais qu'en pratique, il le tolérerait tant qu'il n'y aurait pas de bases militaires sur place. Et c'est un autre point important : nous avons commencé à installer des bases militaires dans ces pays d'Europe de l'Est, même avant que la question de l'adhésion de l'Ukraine ne soit posée. Cela a été très contesté, et je pense que c'était pour de bonnes raisons. Parce que, même si les systèmes que nous installions en Pologne et en Roumanie étaient des systèmes antimissiles balistiques, ces mêmes systèmes pouvaient être utilisés de manière offensive, simplement en changeant le logiciel. Il était donc évident que n'importe quel dirigeant russe s'y opposerait. Et pourtant, de dossier en dossier, nous avons commencé à traiter la Russie différemment des autres.

Nous avons imposé des sanctions qui les empêchaient de faire partie de l'Organisation mondiale du commerce à cause de leurs pratiques en matière d'immigration. Pourtant, ces pratiques avaient pris fin dès la dernière année de l'Union soviétique et n'avaient jamais posé problème en Russie. Mais nous avons maintenu ces sanctions pour d'autres raisons, alors même que la Chine avait été intégrée à l'Organisation mondiale du commerce plus de dix ans avant que la Russie ne le soit. Ensuite, nous avons imposé de nouvelles sanctions pour de prétendues violations des droits de l'homme, alors que des violations similaires se produisaient aussi aux États-Unis. Et toute cette idée de sanctionner d'autres pays pour ce qu'ils font chez eux, à mon avis, est complètement à côté de la plaque. Pourtant, c'est une approche que les Européens poussent aujourd'hui encore plus loin que les États-Unis.

Et pourtant, vous savez, il est évident qu'une grande partie de l'industrie allemande ne sera pas compétitive sans, disons, le gaz russe. Et accepter des choses comme le sabotage du gazoduc Nord Stream, simplement pour priver la Russie d'un marché, je pense que cela viole non seulement le droit international traditionnel, mais aussi, à mes yeux, la simple décence. Alors, cette idée selon laquelle la Russie serait la seule agresseuse et devrait être sanctionnée, alors que d'autres pays commettent aussi, on peut le dire, des agressions peut-être encore plus graves, me laisse vraiment perplexe. Je ne comprends pas comment quelqu'un qui connaît vraiment l'histoire de ces questions et ce qu'elles impliquent peut suivre une telle voie.

La seule solution, et vous savez, plus ces guerres durent, plus elles deviennent difficiles à résoudre. Et les dégâts s'aggravent, des deux côtés. Le fait est que, même si, par miracle, les frontières d'origine de l'Ukraine étaient rétablies, l'Ukraine ne pourrait pas gouverner ces régions. Ce serait une source d'instabilité énorme. Et quiconque connaît bien ce sujet — moi, par exemple, je parle à la fois le russe et l'ukrainien, et je connais bien l'histoire de cette région — voit bien que, pour l'instant, les responsables politiques ignorent complètement cette réalité et la déforment totalement. Et ça nuit à tout le monde.

Donc, la seule façon de résoudre ce conflit, ce serait que l'Ukraine renonce maintenant à une partie de ces territoires. Et, vous savez, l'ampleur de cette concession pourrait faire l'objet de négociations. Mais les émotions sont très fortes des deux côtés, et chacun s'est tellement retranché dans sa position, en essayant d'obtenir quelque chose qui, par ces moyens-là, n'est tout simplement pas réalisable. Pendant ce temps, on voit les Européens investir de plus en plus d'argent dans la défense. Ils ne seraient pas menacés par la Russie, d'aucune manière, s'ils n'intervenaient pas en Ukraine. Et cette idée... enfin, mon propre pays est en train de nous ruiner avec toute cette obsession pour le militaire. Et à mesure que la situation évolue, on voit apparaître toujours plus d'instruments de destruction, ce qui, si ça continue, n'est tout simplement pas soutenable.

#Glenn

Monsieur l'Ambassadeur, merci beaucoup d'avoir partagé vos réflexions et votre expérience. Ce sont des temps difficiles.

#Jack Matlock

Nous devrions être plus optimistes. Mais tant que nous ne prêterons pas vraiment attention aux choses essentielles, nous continuerons à faire erreur sur erreur. Merci de m'avoir donné l'occasion d'être ici.